



### Informations du Guatemala

3<sup>e</sup> Année, n° 121

Du 26 avril au 2 mai 1985

#### POLITIQUE

L'inaltérable politique de Reagan dans la région  
L'ouverture démocratique : un jeu  
Arrestation de trois hommes politiques  
Attentat contre le Président de l'Assemblée Constituante  
La DC dénonce la persistance des violations des Droits de l'Homme  
Selon les syndicalistes, la Démocratie est impossible sans liberté  
L'Armée ne permettra pas que soient jugés des militaires  
Réunion d'urgence pour les Hauts Chefs militaires  
Mejía doit renoncer au pouvoir

#### ECONOMIE

Chaos économique  
Ex-Ministre toujours présent au Cabinet économique

#### INSURRECTION

Actions de l'EGP  
Harcèlement de troupes à El Peten

#### SITUATION SOCIALE

Suppression des moyens permettant la lutte populaire

#### DROITS DE L'HOMME

Assassinat d'une famille  
Massacre perpétré par des soldats  
Capture et viol de femmes  
Meurtre de deux administrateurs

4 P 12 315

L'INALTERABLE POLITIQUE DE REAGAN DANS LA REGION

Harry Shlaudeman, Ambassadeur Itinérant de l'Administration Reagan pour l'Amérique Centrale, a effectué, le 29 avril, un voyage-surprise au Guatemala, aux fins de s'entretenir avec le Chef de l'Etat, le Général Oscar Mejia et de l'informer de la position de Washington devant le refus du Congrès américain de donner son aval à la politique régionale, et plus particulièrement ce qui touche au rattachement de l'aide militaire à la condition d'amélioration de la situation des Droits de l'Homme au Guatemala.

Shlaudeman a précisé que la position du Congrès américain ne modifiait en rien la politique de la Maison Blanche envers l'Amérique Centrale, il a en outre indiqué que sa visite dans la région avait pour but de "consulter, informer et maintenir un contact permanent avec les gouvernements amis et échanger des points de vue".

L'OUVERTURE DEMOCRATIQUE : UN JEU

Le 28 avril, dans un rapport rédigé à la suite d'une visite au Guatemala, l'Association Internationale des Juristes Démocrates, Organisation non-gouvernementale regroupant 83 pays représentés à l'Organisation des Nations-Unies, faisait savoir que l'Armée viole "constamment et sous n'importe quel prétexte les Droits de l'Homme" et, qu'elle est coupable de "meutres, exécutions para-judiciaires, disparitions, arrestations et emprisonnement dans des prisons clandestines et tortures".

Ce rapport, rendu public en Colombie et remis au Ministère de l'Intérieur guatémaltèque, souligne que "l'ouverture démocratique" annoncée par les militaires n'est en fait qu'un jeu politiquement manipulé et conçu par le Ministre des Affaires Extérieures Fernando Andrade dans le but de continuer à recevoir l'aide économique provenant des Etats-Unis et de convaincre la Communauté Internationale qu'il existe au Guatemala un gouvernement authentiquement démocratique. Cependant, ajoute le document, en dépit des élections présidentielles appelées à se dérouler, l'Armée maintiendra le pouvoir réel entre ses mains.

ARRESTATION DE TROIS HOMMES POLITIQUES

Le 26 avril des parents des victimes et les milieux politiques signalaient que trois dirigeants régionaux du Parti Démocrate-Chrétien (Guillermo Lopez Perez, Domingo Cruz Simon et Marcelino Castro Lopez) ont été enlevés dans le département de Huehuetenango, au nord-ouest du pays, le 15 avril par les forces de sécurité gouvernementale et, ont sûrement été assassinés.

ATTENTAT CONTRE LE PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE

Le Président en fonction à l'Assemblée Nationale Constituante attribue l'accident automobile qu'il a eu, le 27 avril, à un attentat criminel. Roberto Carpio dut être hospitalisé dans un centre médical de la capitale.

Cette dénonciation de Carpio, qui n'accuse personne en particulier, a provoqué un sentiment de nervosité et d'intranquilité parmi les membres de cette organisme législatif.

LA DC DENONCE LA PERSISTANCE DES VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME

Le 25 avril, le candidat de la Démocratie-Chrétienne à la présidence, Vinicio Cerezo, déclarait que les violations des Droits de l'Homme se pratiquent toujours aussi massivement au Guatemala et, il a également condamné l'attitude adoptée par les autorités militaires qui ne prennent pas les mesures adéquates pour mettre un terme à ces actes de violence.

Le Démocrate-Chrétien a précisé que "si elles n'étaient pas responsables de ces faits, comme elles le prétendent, il leur incombe encore de le prouver". Cerezo a souligné qu'un grand nombre de personnes disparaissaient dans le pays et que leurs proches n'osaient pas dénoncer ces enlèvements par peur et car les coupables de tels actes agissent en toute impunité.

SELON LES SYNDICALISTES, LA DEMOCRATIE EST IMPOSSIBLE SANS LIBERTE

Le 18 avril, la Confédération de l'Unité Syndicale de Guatemala -CUSG- affirmait que la déplorable situation économique, politique et sociale qui sévit dans le pays ne pourrait pas trouver de solution tant que les violations des Droits de l'Homme perdurent.

L'Organisation Syndicale a, en outre, signalé que l'existence d'un véritable processus de démocratisation présupposait la pleine garantie de la liberté pour tous les guatémaltèques "de tous leurs modes d'expression", y compris "le droit de ne pas être d'accord".

#### L'ARMEE NE PERMETTRA PAS QUE SOIENT JUGE DES MILITAIRES

Le 26 avril, le Général Rodolfo Lobos Zamora, Chef de l'Etat-Major de l'Armée a déclaré que l'Armée s'opposait à ce que des militaires soient à l'avenir jugés par des tribunaux civils. Cette déclaration s'inscrit dans les commentaires apportés sur les "recommandations" que le gouvernement militaire a faites devant l'Assemblée Nationale Constituante pour que cette dernière maintienne l'exclusivité du droit militaire.

Si l'Assemblée Nationale Constituante -ANC- cède aux pressions exercées par l'Armée, elle devra décréter une norme constitutionnelle qui empêche les tribunaux civils d'infliger des responsabilités pénales à des militaires pour des actions illicites commises durant l'exercice de fonctions publiques.

#### REUNION D'URGENCE POUR LES HAUTS CHEFS MILITAIRES

Le Haut Commandement de l'Armée et les commandants des bases militaires se sont rencontrés au cours d'une réunion d'urgence, le 23 avril, au Palais National, dans le but d'analyser la situation du pays et d'adopter les mesures adéquates. Ils durent, par la suite, du fait des pressions exercées par les entreprises, déroger aux augmentations fiscales décrétées durant les premiers jours d'avril et démettre le Ministre des Finances et de l'Economie de ses fonctions.

#### MEJIA DOIT RENONCER AU POUVOIR

Le 29 avril, le Général, en retraite, Guillermo Echeverría Vielman déclarait qu'il fallait dans un premier temps et aux fins d'améliorer la situation dans le pays, que le Général Mejía Victores renonce à la fonction de Chef d'Etat.

La pétition du Général Echeverría a été lue durant le journal télévisé "Aquí El Mundo", qui est surtout orienté vers les secteurs économiques les plus importants du pays.

Trois jours auparavant, le même journal télévisé comparait le gouvernement à une affaire où les fonctionnaires et les partis politiques ont démontré leur incompétence et se sont enrichis sans vergogne.

### ECONOMIE

#### CHAOS ECONOMIQUE

Le régime militaire a fait savoir, au cours d'une réunion avec le secteur des entreprises, que la baisse dramatique des exportations, la montée en flèche du déficit budgétaire et la dette extérieure ont été les traits dominants de l'économie guatémaltèque durant les six dernières années.

Pour 1985, le déficit général pour le gouvernement sera de l'ordre de 746,1 millions de dollars (le budget global de la nation étant de 1 282 millions) avec la ventilation suivante : 403,1 millions correspondant au déficit des entreprises autonomes et semi-autonomes de l'Etat et 343 millions pour le budget général des dépenses de la nation. Oscar Alvarez, Président de la Banque de Guatemala a ajouté que ce chiffre pourrait augmenter.

La dette extérieure a crû, au cours des six dernières années, dans une proportion de 400 %. Toujours selon ces informations, les 420 millions de dollars de dette en 1977 ont atteint 2 258 millions en 1984.

#### EX-MINISTRE TOUJOURS PRESENT AU CABINET ECONOMIQUE

Selon des informations officielles, l'ex-Ministre de l'Economie, Leonel Hernandez Cardona, démis de ses fonctions le 22 avril à la suite des pressions exercées par le secteur des entreprises, a été nommé Secrétaire Général à la Planification Economique, le 26 avril.

L'Initiative Privée a fait savoir qu'elle désapprouvait la nomination de Hernandez et, souligne que le gouvernement fait preuve de mauvaise volonté en permettant au dit fonctionnaire de demeurer dans le Cabinet Economique.

## INSURRECTION

### ACTIONS DE L'EGP

Selon un communiqué insurrectionnel, rendu public le 29 avril, l'Armée des Guérilléros des Pauvres -EGP- a provoqué 170 morts et un nombre indéterminé de blessés au sein des troupes gouvernementales durant 56 affrontements armés survenus au cours des trois derniers mois dans les départements de Huehuetenango et El Quiché, au nord-ouest du pays.

L'information stipule, en outre, que les insurgés se sont emparé de 16 fusils Galil, 12 grenades de mortier, un lance-grenade et autres équipements militaires.

### HARCELEMENT DES TROUPES A EL PETEN

Le 27 avril, par le biais du journal Prensa Libre, on apprenait que le 21 du même mois les Forces Armées Rebelles -FAR- avaient à cinq reprises harcelé quatre compagnies de l'Armée, aux abords du ruisseau El Mico, à Sayaxche, situé dans le département septentrional de El Peten.

Selon cette information, les FAR ont occasionné, durant ces actions, un nombre incalculé de pertes au sein des troupes officielles.

## SITUATION SOCIALE

### SUPPRESSION DES MOYENS PERMETTANT LA LUTTE POPULAIRE

L'Organisation du Peuple en Armes -ORPA- dans sa revue internationale bi-mensuelle, diffusée le 30 avril, affirme que le régime militaire a clairement manifesté sa décision de ne pas laisser d'exutoire légal pour la lutte populaire, de maintenir la militarisation et de ne pas fléchir dans la stratégie répressive.

Cependant, toujours d'après ORPA, chaque jour qui passe voit naître, au Guatemala, des manifestations d'inconformité sociale envers le régime, ce qui constitue une menace latente au projet anti-démocratique et anti-populaire promu par les forces armées.

## DROITS DE L'HOMME

### ASSASSINAT D'UNE FAMILLE

La nuit du 26 avril, une tuerie s'est produite dans le canton Cuchumatanes, Barberena, situé dans le département de Santa Rosa, où 6 membres d'une famille, parmi lesquels une fillette de deux ans, ont été assassinés, par balles, par des hommes armés que les habitants du lieu ont identifié comme étant des effectifs des forces de sécurité gouvernementales.

Les victimes sont : Celsa de la Cruz, Giovanni et Jorge Zermeno, Jorge Mazariegos, Maria Paniagua et, une fillette répondant au nom de Elsa Marina. Il semblerait qu'une personne ait survécu au massacre et ait été conduite dans un état grave, au centre hospitalier de la capitale. La police nationale a refusé de fournir des informations afférentes à l'affaire.

### MASSACRE PERPETRE PAR DES SOLDATS

Selon le journal Prensa Libre du 26 avril, des membres de l'Armée sont responsables de l'assassinat collectif perpétré le 19 avril, dans un restaurant de El Tejar, à Chimaltenango.

Le journal souligne que la population accuse l'Armée d'être responsable du meurtre de Inocencia Avila, Ana Maria Cajola et Mario Rolando Cifuentes et, des blessures graves de Berta Ortega Guillen, Ana Avila Lara et Rosa Perez.

### CAPTURE ET VIOL DE FEMMES

Le 24 avril, le Comité d'Unité Paysanne -CUC- faisait savoir que 30 femmes, indigènes, âgées de 14 à 22 ans ont été capturées et "sauvagement violées", à la mi-mars, par des soldats dans la municipalité de Momostenango, Totonicapan.

### MEURTRE DE DEUX ADMINISTRATEURS

Deux administrateurs des plantations agricoles situées dans la municipalité de La Gomera Escuintla, ont été assassinés par des agents de sécurité gouvernementaux, le 25 avril. Les faits ont été dénoncés par les proches des victimes répondant au nom de : Clemente Peralta Girón et Francisco Ramos Monzón.